

L'OPINION PUBLIQUE.

SAMEDI, 26 FEVRIER, 1870.

LA SEMAINE PARLEMENTAIRE.

Dès l'ouverture de la session, la bataille s'est régulièrement engagée au sein du Parlement Fédéral. A part l'incident McDougall et la déclaration de guerre de Sir Alexander T. Galt, les premières escarmouches ont eu un caractère sectionnel.

L'Hon. M. McDougall, de retour de sa malheureuse excursion à Pembina, a pris place dans les rangs de l'opposition comme député de Lanark Nord. On a mis en doute son droit de siège aux Communes sous prétexte qu'il a dû retirer un salaire quelconque de la caisse publique comme gouverneur réel ou provisoire du Nord Ouest. Sa nomination, paraît-il, n'était toutefois que conditionnelle et subordonnée à l'entrée définitive du Nord Ouest dans la confédération, entrée qui devait s'effectuer le premier décembre dernier par le paiement de £300 000 sterling à la Compagnie de la Baie d'Hud-on et par la Proclamation impériale d'investiture, si nous pouvons ainsi parler. L'insurrection des *métis* ayant empêché l'accomplissement de ces deux conditions, M. McDougall ne put être confirmé.

La discussion sur ce sujet a été bientôt terminée par Sir John A. Macdonald, qui a demandé qu'elle fut référée au Comité des Privilèges: elle y dormira peut-être longtemps.

M. Savary, de la Nouvelle-Ecosse, et M. Sriver, de Huntingdon, ont proposé et secondé l'adresse en réponse au discours du trône: nous faisons grâce à nos lecteurs de l'analyse de leur discours. C'est toujours la même et ennuyeuse paraphrase du discours d'ouverture. En justice, nous devons pourtant dire que M. Savary est sorti du cercle ordinaire et a fait un assez bon discours, dans lequel il a donné d'encourageantes statistiques sur les progrès opérés dans la construction des navires et l'exploitation des pêcheries dans les Provinces maritimes.

Après ces deux discours, l'Hon. M. Holton commença l'attaque. Ce fut le signal, les écluses furent ouvertes, et un flot de paroles inonda la Chambre deux jours durant, jeudi et vendredi; sans le bal donné au Prince Arthur par les Citoyens d'Ottawa, Dieu sait si l'on aurait respecté la sainteté du dimanche.

Dans les pays constitutionnels, les sessions ont deux époques, deux phases où les représentants du bon peuple ont le droit de parler de tout, de s'attaquer à tout et de battre en brèche la politique générale du gouvernement; c'est lors des débats sur l'adresse et de la dissection du budget. L'adresse est une belle occasion: le roi ou le gouverneur demande l'avis des députés et ceux-ci ont pu connaître les besoins de leurs constituants depuis la dernière session. Avant de voter des millions, les élus du peuple ont encore le droit de savoir la destination de ces millions et la politique du cabinet est de nouveau passée au crible.

"Donnez moi une bonne politique et je vous ferai de bonnes finances," a dit quelqu'un qui s'y entendait et qui voulait résumer dans une pensée juste et rapide l'influence de la politique sur la taille des budgets. Mais nous parlons là de la théorie; en pratique, c'est moins idéal, un peu moins beau et souvent les lions de la tribune tonnent plus pour leur satisfaction personnelle que dans l'intérêt de la chose publique. C'est un fort petit péché qu'il faut pardonner à la liberté parlementaire et à la faiblesse humaine.

Mais revenons à M. Holton, que nous avons laissé la mèche à la main, prêt à mettre le feu aux poudres ministérielles. C'est un fort joueur et un habile tacticien, et on a toujours du plaisir à l'entendre ou à le lire, même lorsque l'on ne partage pas ses idées. Il demanda au chef du Cabinet des explications sur trois ou quatre points: les changements ministériels, l'accession de quatre nouveaux membres au Conseil Privé, impliquaient-ils un changement dans la politique du gouvernement? Pourquoi avait-on confié à Sir Francis Hincks le portefeuille de ministre des Finances? Il a aussi été question dans la presse d'offrir le même portefeuille à Sir Alexander T. Galt; M. Holton voulait savoir ce qu'il y avait de fondé en cela et comment il se faisait que le député de Sherbrooke avait refusé les offres du gouvernement. La partie haut canadienne du cabinet attire aussi vivement la *tendre sollicitude* du représentant de Chateauguay, et il désire connaître les causes qui ont décidé Sir John à rompre le compact de 1867 et à accorder des portefeuilles à trois conservateurs et deux réformistes, tandis que d'après l'entente entre les deux partis il devait y avoir trois réformistes et deux conservateurs. L'Hon. M. McDougall avait-il consenti à ce changement de base, avait-il approuvé ou désapprouvé l'entrée de M. Morris dans le Conseil Privé? L'Hon. M. Morris a deux torts aux yeux de M. Holton, il est conservateur et l'a toujours été; il était à la dernière session fortement opposé au bill du

gouvernement sur les Banques, et comme le discours du Trône parle encore d'une mesure sur le même sujet, M. Holton est très anxieux de savoir lequel du gouvernement ou de M. Morris a changé ou modifié ses vues?

Sir John a répondu sur tous les points, dans un discours modéré, digne, empreint d'une apparente bonhomie, mais entremêlé de temps à autre d'une fine pointe d'ironie. Le ministère des finances avait deux fois été offert à M. Galt, à la requisition de Sir George et de Sir John. Et ce n'est que parce que M. Galt l'a refusé qu'il fut donné à Sir Francis, dont le gouvernement a voulu utiliser le précieux savoir et les grandes capacités. Son gouvernement, d'ailleurs, a ajouté M. Macdonald, n'était pas le premier qui allait chercher en dehors de la chambre des hommes marquants, des personnages. La chose s'était déjà vue ici et un parti nouvellement arrivé au pouvoir avait été obligé d'aller chercher son ministre des finances en dehors du Parlement; mais il avait eu raison et fait en cela preuve d'un grand tact: car ce ministre des finances était d'une habileté consommée. Et la Chambre d'éclater de rire lorsque Sir John déclara que ce remarquable financier enlevé à la vie privée pour former partie du gouvernement était M. Holton lui-même. Il n'y a rien de changé dans la politique du gouvernement par le fait des récents remaniements ministériels. Quant au changement de base dans la composition du Cabinet en autant que le Haut-Canada peut y être intéressé, Sir John admet l'entente de 1867, mais il prétend que les élections de la même année ayant donné plus de conservateurs que de libéraux, il était devenu nécessaire de changer la proportion et que d'ailleurs M. McDougall avait approuvé les nominations de MM. Morris et Aikens.

M. Galt se lève ensuite pour jeter le gant au gouvernement, dont il blâme la politique générale. Mais il s'attaque particulièrement au premier ministre, qu'il rend seul responsable de toutes les fautes de l'administration et de la nomination de M. Hincks. Il a soin de déclarer qu'en cessant de supporter le ministère, il ne cesse pas pour cela de continuer à appartenir au grand parti conservateur du Bas Canada. Il pousse même la délicatesse et le scrupule jusqu'à répudier de nouveau les idées de l'opposition, qu'il ne partage pas plus aujourd'hui qu'il ne le faisait il y a six ans.

M. Galt nous fait pas mal l'effet d'un homme qui ne se sépare pas éternellement, et nous parions mille contre un qu'il n'a pas juré de ne jamais revenir.

L'Hon. M. McDougall nie avoir consenti à l'entrée de M. Morris et se cite lui-même comme témoin en lisant à la Chambre une lettre qu'il avait écrite à Sir John. Ce dernier eut un avantage décisif sur son ci devant collègue en communiquant aux communes des lettres de M. Aikens et de M. Howland, déclarant formellement que M. McDougall avait approuvé le choix de MM. Aikens et Morris. C'est un mauvais début pour M. McDougall, et si tous ses coups contre le gouvernement sont de cette force, son opposition va durer longtemps.

M. Hincks, dans un discours peu long et fort remarquable, se défendit des attaques lancées contre son passé (1853 et 1854) et reprocha à l'opposition de n'avoir aucun grief défini contre le gouvernement et de gaspiller le temps en de misérables débats sur les prétentions personnelles de quelques réformistes d'Ontario.

Les deux meilleurs discours de la semaine dernière sont incontestablement ceux de M. McKenzie et du Dr. Tupper. Le premier, qui est maintenant le chef incontesté de l'opposition Haut-Canadienne, a attaqué vivement M. Hincks à propos de sa circulaire confidentielle à quelques réformistes du Canada et de ses prétentions à se constituer leur chef. C'est dans le cours de cette attaque que M. McKenzie voulant faire justice des accusations de mécontentements et de tendances annexionistes lancées à son parti par le ministre des finances, a laissé échapper l'aveu très compromettant pour sa thèse, que la masse de la population n'avait jamais été aussi contente de son sort qu'à présent. Il s'attaque au personnel de l'administration et le blâme énergiquement de tout le mal qu'elle avait fait et du bien qu'elle aurait dû faire. Mais il parla surtout pour sa Province et s'acharna à Sir John Macdonald et à Sir Francis Hincks.

Le Dr. Tupper lui répondit avec une grande force et dans un langage dont toute la presse loue l'élévation et le patriotisme. Nous passons vite sur ces deux discours malgré leur mérite réel, pour arriver au grand tournoi de lundi. A l'ouverture de la séance une passe d'armes très vive s'engagea entre MM. Howe et McDougall. Le premier fut envoyé, en octobre dernier, dans le Nord-Ouest pour y étudier et y observer l'état des choses; on l'a accusé d'avoir alors encouragé, ou du moins de ne pas avoir essayé de combattre l'esprit d'insubordination qui commençait à se manifester contre le gouvernement canadien, et le futur lieutenant gouverneur McDougall en particulier. Il voulut se laver de ces imputations; M. McDougall les a renouvelées et a prétendu que M. Howe avait trahi les intérêts de son gouvernement en ne le prévenant

pas des dispositions des habitants du Nord Ouest lorsque tous deux se sont rencontrés dans les Plaines. La riposte de M. Howe fut très énergique. Nous pouvons toutefois croire raisonnablement que l'Hon. Secrétaire d'Etat a été léger, que M. McDougall a été maladroit et que sa gaucherie et sa réputation assez légitime de fanatique ne sont pas étrangères à son insuccès: c'est là ce que révèle déjà une de ses lettres et ce que prouvera probablement une connaissance plus approfondie des faits.

La correspondance échangée entre MM. Cartier et Galt ne jette aucun jour sur les motifs qui ont engagé le député de Sherbrooke à refuser le portefeuille des finances.

M. Masson, de Soulanges, a dit quelques paroles pleines d'à propos sur le Traité de réciprocité et la nécessité d'encourager l'industrie nationale par des tarifs protecteurs et l'élargissement de nos canaux.

Un nouveau discours de M. Hincks a été encore tout un événement. Il s'est borné surtout à trois points: il a justifié le principe des coalitions par des précédents historiques pleins de force et a tenté de démontrer l'inconséquence des réformistes qui, tout en étant favorables à la confédération, font opposition au gouvernement avant que l'œuvre soit complète, et n'ont que des motifs personnels, des considérations secondaires à invoquer pour cesser leur coopération à l'entreprise commune. Il est ensuite revenu sur sa circulaire aux libéraux d'Ontario, que M. McKenzie avait passablement massacrée, et a terminé par une attaque contre M. Galt, où a été mis en lumière le *passé financier* des deux redoutables adversaires. Cette revue rétrospective n'était pas, naturellement, faite toute dans l'intérêt du député de Sherbrooke. Toutefois, M. Galt n'y a pas été mal mené: M. Hincks s'est attaché simplement à établir que sa politique de chemins de fer avait fait la richesse du pays et que M. Galt, qui s'en était fait le docile continuateur, devait être le dernier à la blâmer.

Après M. Hincks M. Galt: c'était une bonne fortune pour la Chambre. Comme œuvre littéraire et de haute stratégie parlementaire, le discours de M. Galt est presque incomparable; c'est la répétition plus accentuée de celui qu'il a donné la semaine dernière. Il veut tenir M. Hincks responsable de tous nos embarras financiers et reproche au gouvernement de ne pas avoir plus tôt fini la confédération en y faisant entrer le Nord Ouest, Terre-Neuve et l'Isle du Prince Edouard. Il y a une belle variante sur l'indépendance; c'est une magnifique page mais qui n'est pas très claire. Il veut l'indépendance du pays; mais quand? dans quelles conditions? M. Galt a gardé là-dessus un silence majestueux. En somme, nous maintenons notre première opinion sur M. Galt. On ne comprend pas bien pourquoi il passe à l'opposition et ses discours portent l'empreinte des hésitations de son esprit; on les admire un peu comme ses budgets, sans trop les comprendre.

Sir George E. Cartier continua le débat de lundi soir. Après une harangue très belle, il est vrai, mais nuageuse et pleine de faux fuyants, il est agréable d'entendre un exposé de la situation vrai, correct et nourri d'idées et de faits. M. Cartier tenta de montrer l'injustice des plaintes de MM. Galt, McKenzie et autres sur les retards apportés à compléter l'œuvre fédérale. Terre-Neuve et l'Isle du Prince Edouard entreront bientôt dans l'Union et le Nord Ouest allait y arriver plus promptement. Il revendiqua, à propos du futur gouvernement de la Terre de Rupert, fermement et noblement les droits de la race française. "Nous sommes, dit-il en substance, un million deux cent cinquante mille canadiens français répandus dans toute la puissance du Canada, et nous réclamerons hautement notre juste part des honneurs, parce que nous sommes aussi loyaux que les anglais, les Irlandais et les Ecossais. Que serait devenu l'empire britannique en Amérique sans la race française, qui sut résister aux offres séduisantes des américains lors de la guerre de la rébellion? S'il plaît au gouvernement de nommer, dans l'intérêt public, un canadien-français comme lieutenant-gouverneur du Nord Ouest, nous le ferons. Et qui pourrait nous blâmer?" Tout le monde applaudit, parcequ'il avait frappé au cœur le fanatisme haut-canadien qui criait depuis quelque temps: *no French domination in the North-West*. Il ne négligea pas, non plus, d'attaquer le fanatisme religieux d'Ontario et fit un éloge bien mérité de Mgr. Taché.

La séance de mardi (22 courant) offrit encore son contingent de discussions animées. M. Huntington défendit vaillamment sa politique d'indépendance: il le fit avec force, avec éloquence et avec esprit. Mais c'est un véritable rhéteur, dans le sens antique et mauvais, et pour ceux qui se rappellent son discours de Waterloo, il a été faible et il a eu peur d'exprimer ses sentiments devant les Communes. Il a lournoyé.

M. Dufresne a, dans un langage ferme et énergique, dit de bonnes vérités au gouvernement et aux anglais du Haut-Canada à propos de la question du Nord Ouest, et rappela, et amplifia très-heureusement les belles paroles